Master Justice, procès, procédures

Le Master Justice, Procès, Procédures parcours Médiation est l'un des rares diplômes en France à proposer une formation généraliste et internationale sur la médiation et les modes amiables de règlement des différends.

Présentation

Le Master Justice, Procès, Procédures parcours Médiation est l'un des rares diplômes en France à proposer une formation généraliste et internationale sur la médiation et les modes amiables de règlement des différends. Dans un contexte marqué par la saturation des juridictions et le développement des modes alternatifs de résolution des conflits, ce diplôme répond à une demande professionnelle croissante et à une évolution profonde de la culture juridique.

Structuré en deux années, le master repose en Master 1 sur un socle processuel solide, procédure civile approfondie, procédure pénale, modes de règlement des différends, complété dès la première année par une initiation progressive aux fondements théoriques, relationnels et pratiques de la médiation, ainsi que par des enseignements complémentaires en anthropologie et histoire du conflit. En Master 2, la formation approfondit les techniques du médiateur (conduite experte du processus, rédaction juridique appliquée, stratégie de résolution des différends) et développe une véritable ingénierie de la médiation : financement, organisation et évaluation de projets.

Un panorama complet couvre les différents champs de la médiation : pénale et justice restaurative, administrative, dans les organisations, et en ligne.

La formation bénéficie d'un double diplôme avec l'Université de Sherbrooke (maîtrise en prévention et règlement des différends), d'un lien avec la Clinique de la Médiation et d'une ouverture à la e-médiation.

Elle prépare aux métiers de médiateur, de juriste spécialisé en gestion de conflits et de consultant en résolution amiable.

Lieu de la formation

- Campus Berges du Rhône (BDR)

Public

Niveau(x) de recrutement

- BAC+3

Durée de la formation

2 ans

Discipline(s)

- Mention/diplôme

Responsable(s) de la formation

Adrien BASCOULERGUE :adrien.bascoulergue@univ-lyon2.fr

Coût de la formation

Le montant des droits d'inscription en master, fixé au niveau national, évolue chaque année universitaire. Pour plus d'informations, consultez la page Droits et montants d'inscription.

Les + de la formation

Le Master Justice, Procès, Procédures parcours Médiation se distingue par une identité pédagogique forte, articulant formation juridique rigoureuse, apprentissage pratique des techniques de médiation et ouverture internationale.

Candidature

Modalités de candidature

Les candidatures pour intégrer une 1re année de master (M1) en formation initiale s'effectuent via la plateforme Mon Master.Les candidatures pour intégrer une 2e année de master (M2) s'effectuent via eCandidat, selon le calendrier de candidatures défini par l'Université Lumière Lyon 2.

Modalités de candidature spécifiques

Pour les candidates et candidats non européens résidant dans un pays couvert par Campus France : la procédure s'effectue via la procédure **Études en France** , sur le site Campus France.

Et après ?

Niveau de sortie

- Master

Activités visées / compétences attestées

Compétences communes visées du diplôme

- RNCP38198BC01 - Mettre en oeuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques
- RNCP38198BC02 - Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés
- RNCP38198BC03 - Mettre en oeuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances
- RNCP38198BC04 - Contribuer à la transformation en contexte professionnel
- RNCP38198BC05 - Analyser, assister, et conseiller sur des problématiques de droit civil, pénal et processuel
- RNCP38198BC06 - Gérer la protection des intérêts juridiques d'une entité en utilisant les outils et méthodes du droit pénal, civil et processuel
- RNCP38198BC07 - Fournir un appui juridique à la prise de décision

• RNCP38198BC08 - Négocier et rédiger des actes juridiques dans le cadre d'un procès ou d'une procédure amiable/contentieuse
• RNCP38198BC09 - Gérer une procédure en utilisant les outils et méthodes du droit pénal, civil et processuel

Connaissances communes visées du diplôme

• Compétences transversales
• Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
• Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
• Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
• Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l' interface de plusieurs domaines
• Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
• Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
• Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la règlementation
• Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
• Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
• Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
• Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
• Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
• Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
• Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
• Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles Compétences spécifiques
• Analyser les enjeux juridiques d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer la règle applicable

• Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
• Concevoir, à destination des particuliers ou des entreprises, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit privé afin d'éclairer leurs actions
• Traiter les informations émanant de sources juridiques internes et européennes
• Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit privé ou pénal
• Analyser la jurisprudence interne et européenne afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte
• Traiter les aspects juridiques de dossiers pour en permettre l'analyse
• Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit privé, pénal et processuel
• Mettre en place des veilles juridiques générales ou sectorielles
• Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
• Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
• Travailler en équipe pour gérer un projet juridique
• Identifier et respecter l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte
• Procéder à une veille juridique générale et sectorielle
• Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
• Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre
• Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts
• Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin de la conseiller et d'orienter la prise de décision
• Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
• Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
• Identifier le régime juridique des différents actes aux fins de leur élaboration
• Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties (relations commerciales ou civiles, précontentieux, contentieux)
• Contribuer à la définition d'une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité ou du particulier
• Participer à l'organisation de négociations pour défendre les intérêts de l'entité ou du particulier
• Rédiger des actes juridiques nécessaires

• Sélectionner le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques) pour régler le litige
• Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend
• Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité ou du particulier Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Secteur(s) d'activités ou types d'emploi accessibles

- Médiateur judiciaire - Responsable de service contentieux - Juriste d' entreprise - Chargé de mission en secteur associatif, collectivité locale Après réussite à un concours ou obtention d'un examen ou d'un certificat complémentaire : - Avocat - Magistrat - Greffier - Directeur de greffe - Commissaire de justice - Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation - Directeur de service pénitentiaire d'insertion et de probation - Directeur d' administration pénitentiaire - Officier et commissaire de police